

# SERGEY KARAGANOV

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

That is a good segway to Russia, as we have brought Russia up. I think that you all know Sergey Karaganov. He is one of the best interlocutors between the puzzle mystery of great Russia and we humble people in the West. Some people think that Russia has emerged as something of a winner from the problems of Syria and that its policy has been more consistent than many others'. Other people are less convinced of that. What therefore does Russia really want?

**Sergey Karaganov, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie**

La Russie semble être le grand vainqueur politique de la crise syrienne. Si tant est qu'on puisse désigner un vainqueur. La Russie a gagné simplement parce qu'elle s'est montrée compétente. C'est aussi simple que cela. Nous savions ce qui se passait en Syrie et dans les pays voisins, et nous avons agi en conséquence. Nous avons demandé à nos partenaires dans le monde entier d'en faire autant. Malheureusement, les actions menées par d'autres ont parfois été incompréhensibles, à la limite de la folie, même. Le renforcement de la position de la Russie n'est par conséquent que le fruit d'un comportement sensé et responsable. Si tant est qu'on puisse avoir un comportement productif dans une situation comme celle-ci.

Je suis heureux de la politique de mon pays dans la région. Nous sommes très amicaux à l'égard d'Israël, bien que nous ayons des divergences. Nous entretenons de bonnes relations avec l'Iran et d'excellentes relations avec nombre d'autres pays. Et nous renforçons notre position en Égypte. Je ne conseillerais toutefois à personne d'autre d'adopter la méthode russe.

Essayez simplement de ne pas commettre les mêmes erreurs que celles que la plupart d'entre nous ont déjà commises. La plupart de nos politiques dans la région, y compris celles de la Russie ou de l'Union soviétique, sont contreproductives depuis des décennies. Nous pensions que cette région faisait toujours partie du « Grand Jeu » du XIX<sup>e</sup> siècle, et aujourd'hui encore, elle en conserve quelques traces. Elle a ensuite été sous l'influence des politiques de la guerre froide. Par la suite, on a cru que la région se muerait en réserve de démocratie occidentale, ce qui est en soi plutôt amusant. Ce n'est pas une réserve de démocratie et il n'y aura aucune démocratie occidentale dans la région de mon vivant, dussé-je vivre centenaire.

Les problèmes de la région sont évidents. Ils sont d'ordre culturel, démographique et éducatif. Des problèmes d'identité existent et les économies sont à la traîne à cause des raisons susmentionnées. La région restera instable pendant des décennies, la situation pourrait même empirer. Que doivent faire dans ce cas les puissances extérieures, si nous réussissons à tirer les enseignements des expériences passées ?

Premièrement, ne pas intervenir. Nos interventions ont entravé le développement de la région. Les Soviétiques ont dévasté l'Afghanistan. Les Soviétiques et les Américains, avec l'aide de nos amis européens, ont soutenu une agression terrible de la part de l'Irak contre l'Iran. Nous avons même fermé les yeux sur le fait que l'Irak de Saddam Hussein a tué des dizaines de milliers de personnes avec des armes chimiques. Et nous continuons de nous considérer comme des citoyens responsables et civilisés ? Nous voulons maintenant que l'Iran ait confiance en nous.

Ne reproduisez pas ce qui a été fait en Lybie. Je suis désolé de me montrer désagréable alors même que je suis en France. La Libye n'était pas un pays convivial mais elle fonctionnait et bénéficiait du meilleur système social de la région. Le pays s'est désormais effondré. La Libye est un État défaillant qui propage l'instabilité et des armes.

L'essentiel, par conséquent, est d'arrêter d'intervenir.

Le deuxième point consiste à aider les habitants de la région à consolider leur système de sécurité. Le vide sécuritaire est grand dans la région.

Le troisième conseil que je formulerais est d'arrêter d'ostraciser l'Iran. C'est la pire erreur de la communauté internationale ces dernières décennies. Nous savons ce qui se passe dans le domaine du nucléaire. Mais l'Iran est l'un des pays les mieux éduqués et les plus responsables potentiellement de la région, une nation riche d'un passé prestigieux. Certes, il a soutenu toutes sortes de Hezbollahs et avance – même si je n'en suis pas absolument certain pour l'heure – vers un statut de puissance nucléaire. Mais c'est principalement parce qu'il a été constamment menacé. L'expérience de la Russie avec les Iraniens montre toutefois qu'ils agissent de manière très constructive pour apaiser les crises dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et de manière relativement responsable pour apaiser les tensions dans le Caucase, y compris en Tchétchénie et ailleurs. Ils ne doivent par conséquent pas être considérés automatiquement comme un ennemi mais bien comme un partenaire potentiel et comme un atout pour la stabilité dans la région. Qui, par définition, va devenir de moins en moins stable.

La sagesse voudrait qu'on arrête d'agir comme si nous étions des enfants qui jouent avec le feu ou des aînés avides de retrouver les sensations de leur passé glorieux – qui plus est, nous n'avons jamais eu de passé glorieux. Agissons, par conséquent, en adultes responsables.

**Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times***

J'aimerais vous poser une rapide question, à laquelle j'espère vous apporterez une réponse tout aussi rapide. Quand le président Obama décide de suivre M. Lavrov et de travailler sur les armes chimiques en Syrie, cela n'œuvre pas vraiment en faveur de la fin de la guerre mais, à votre avis, cela implique-t-il la Russie dans une solution ? Est-ce prometteur pour cette raison ou pensez-vous que cela ne revêt aucune importance particulière ?

**Sergey Karaganov, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie**

Je pense que la Russie est, bien entendu, impliquée d'une manière ou d'une autre et que nous trouvons un intérêt politique et moral dans la recherche d'une solution. C'est évident. Je tiens toutefois à préciser que nous avons adopté cette politique dès le début. Nous ne voulions pas de guerre. C'était là le moteur principal de notre politique. Nous savions qu'un nouveau conflit fournirait de nouveaux terrains aux terroristes. Très proches de nos frontières, d'ailleurs. Nous voulions par conséquent mettre un terme à la dégradation de la situation et le faire d'une manière qui soit utile. Bien entendu, ceux qui voulaient chasser Assad à tout prix ne sont pas contents, mais nous sommes présents pour la stabilité, non pour la révolution.

**Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times***

Je ne pense pas que vous souhaitiez une guerre, mais vous n'êtes pas non plus en faveur d'un changement de régime.

**Sergey Karaganov, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie**

Nous avons connu deux fois un changement de régime au cours du siècle passé. La révolution de février 1917 a coûté la vie à 60 millions d'habitants. L'autre révolution dramatique de 1991 nous a coûté une grande partie de notre territoire national et a entraîné un effondrement des conditions de vie de dizaines de millions d'habitants et d'innombrables souffrances. Après ces expériences, il y a moins d'un siècle et très récemment, je concède que nous sommes relativement antirévolutionnaires.